

**L'USAGE DU CONFLIT COMME STRATEGIE JUVENILE
DEUX EXEMPLES**

**Bordes Véronique
Maitresse de conférences
Université Toulouse 2 Le Mirail
CREFI-T**

Résumé :

Dans de précédents travaux nous avons pu constater comment les jeunes utilisaient le conflit pour entrer dans la négociation et participer aux changements de fonctionnements des politiques au niveau local. Après avoir fait un état des lieux de cet usage du conflit par les jeunes, nous présenterons deux exemples d'actions de la part de la jeunesse s'inscrivant dans des stratégies juvéniles.

Un premier exemple exposera les jeux de mise en scène qui s'opèrent entre les jeunes de quartiers populaires et les municipalités, durant lesquels conflits et négociations sont provoqués puis contrôlés pour participer au déplacement du pouvoir.

Un deuxième exemple explorera les jeux de mise en scène des étudiants lors de la grève de l'hiver 2009 à Toulouse. Comment le blocage de l'université est organisé ? Comment des jeux de pouvoir se mettent en place ? Comment le conflit appelle la négociation et quel résultat ? Qui négocie, qui influence ? Quels outils les jeunes utilisent-ils pour se mettre en scène et disparaître stratégiquement ?

L'ensemble de ces observations devrait nous permettre d'appréhender de plus près les stratégies marginales développées par les jeunes, qu'ils soient issus des quartiers populaires en région parisienne ou étudiants en région toulousaine.

Mots clefs : Conflit, négociation, jeunes, jeux de pouvoir

Texte :

Depuis les années 1980 et l'organisation de la prise en charge de la jeunesse au niveau du local, on assiste, en France, à différentes formes d'expressions du conflit entre jeunes et institutions locales. Loin de se satisfaire du filtre que posent les médias pour contribuer à la construction de représentations autour de la jeunesse, l'approche socio-ethnographique¹ permet de révéler des processus de mise en scène utilisés tour à tour par les jeunes et par les institutions locales, soit pour développer un conflit, soit pour l'éviter.

En observant la vie au sein d'un service jeunesse, on peut constater que la construction de la politique locale en direction de la jeunesse se fait à partir de conflits générés par les jeunes et de négociations concédées par l'institution. Pourtant, après analyse des situations, on s'aperçoit que les jeux de mise en scène développés au sein de la ville permettent des interactions entre les jeunes et l'institution. Celles-ci procèdent à la construction par tâtonnements d'une confiance qui permet aux jeunes de prendre place dans la société et d'y jouer leur rôle d'acteur.

Si ensuite on observe une université dans laquelle les étudiants, pour être entendu, décident des actions fortes de blocage, on s'aperçoit que la négociation est plus difficile à se développer et que les interactions que cherchent à provoquer les étudiants ne sont pas entendues par l'institution qui reste dans une posture d'attente.

¹ Stéphane Beaud, Florence Weber, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003.

IRTS Aquitaine, conférence dans le cadre d'ACOFIS

En nous appuyant sur des observations menées à partir d'un positionnement socio-ethnographique², nous allons tenter de montrer comment la confiance sociale peut se construire au sein des quartiers dits « sensibles » et se perdre lors d'un conflit étudiant. Loin de considérer la jeunesse comme de simples auteurs de troubles, cette recherche montre comment, en s'inscrivant dans des processus de socialisation réciproques, les jeunes et les institutions peuvent construire ensemble une politique adaptée aux besoins locaux ou rester dans l'incompréhension et la tension, la construction de la confiance sociale nécessitant le passage par un conflit constructeur et générateur d'acteurs sociaux.

L'approche socio-ethnographique

Le positionnement socio-ethnographique permet un recueil de données qui s'effectue par l'intermédiaire des méthodes de l'ethnographie et une analyse qui utilise des concepts sociologiques. Le travail mené sur les phénomènes sociaux et leurs processus me pousse à m'intéresser, tout d'abord, à la sociologie. Pour Mauss³, l'ensemble des actes et des idées que trouvent les individus face à eux et qui s'imposent plus ou moins, forment une institution que le chercheur se doit d'étudier. C'est au travers de l'étude de la dynamique des échanges entre les personnes et la compréhension de la signification que donnent les individus à leurs actions que je souhaite saisir le sens du jeu social. Il y a différentes façons d'approcher les phénomènes sociaux. Ma posture méthodologique va se situer entre une approche macrosociologique et microsociologique, la globalisation et la localisation, dans un espace intermédiaire et dynamique.

Je m'intéresse donc à des groupes sociaux, les jeunes des périphéries urbaines mais aussi aux étudiants grévistes de l'université de Toulouse 2 Le Mirail. Le fait de s'interroger sur les interactions qui naissent de la rencontre des jeunes et de l'institution locale va permettre de développer deux niveaux de recherche distincts qui vont dégager l'aboutissement d'un processus interactif, l'observation montrant ses différentes étapes. Au travers de cette mise en lumière, on perçoit bien l'approche interactionniste⁴ qui permet de découvrir l'ensemble des actions et des processus qui forment des microsociétés. L'intérêt de cette approche réside dans le fait qu'elle ne se réduit pas aux petits groupes, mais qu'elle facilite l'étude du fonctionnement d'une municipalité développant des politiques locales envers sa jeunesse ou d'une université devant gérer un conflit national. Cette recherche permet donc l'étude d'une société, de ses parties et de ses acteurs.

S'appuyant sur la théorie de Ralf Dahrendorf⁵ qui développe l'idée d'une grande diversité de groupes sociaux et de groupes d'intérêts qui se forment et se déforment au gré des enjeux de chacun, j'essaie de comprendre ce qui se joue au sein d'une ville, de son service jeunesse et parmi les jeunes usager des politiques locales⁶, mais aussi au sein d'une université régie par des lois nationales que les jeunes contestent au niveau local. Pour cela, je m'appuie sur le courant de pensée de l'Ecole de Chicago⁷.

Mise en scène et jeux de cache-cache

² Véronique Bordes, *Prendre place dans la cité. Jeunes et politiques municipales*, Paris, L'harmattan, collection Débats jeunesse, 2007.

³ Marcel Mauss, *Essais de sociologie*, Paris, Editions de Minuit, 1968.

⁴ Erving Goffman, *Les rites d'interaction*, Paris, Editions de Minuit, 1974.

⁵ Ralf Dahrendorf, *Classes et conflits de classes dans la société industrielle*, Paris, La Haye, Mouton, 1972

⁶ Michel Chauvière, *Le travail social dans l'action publique*, Paris, Dunod, 2004.

⁷ Jean-Michel Chapoulie, *la tradition sociologique de Chicago. 1892-1961*, Paris, Seuil, 2001.

IRTS Aquitaine, conférence dans le cadre d'ACOFIS

En observant jour après jour la jeunesse et l'institution locale, j'ai pu constater qu'il existe des fonctionnements développant des jeux de mise en scène se servant du conflit et de la négociation pour créer des situations suffisamment satisfaisantes pour tous ou des situations qui n'aboutissent pas et qui interrogent sur l'avenir des relations et la place des jeunes. Mes observations sont parties du constat que, d'une part, de façon récurrente, la prise en charge de la jeunesse est sous-tendue par une nécessité de paix sociale. En effet, depuis les années 1980 et les premiers événements dans les banlieues, la jeunesse est devenue un enjeu politique fort au niveau du local. La notion de « tranquillité publique » s'est installée dans nos villes, visant plus particulièrement une certaine jeunesse mise en scène par les médias et permettant le développement d'une police destinée à contenir une jeunesse « potentiellement criminelle ». Et d'autre part, la jeunesse étudiante depuis mai 1968 a montré qu'elle pouvait devenir un danger quand elle décidait de se mobiliser. A Toulouse particulièrement, les étudiants de l'université du Mirail ont la réputation de s'inscrire dans des actions de blocage récurrentes ces dernières années.

Mes observations m'ont permis de repérer le jeu qui se développe entre les jeunes et l'institution locale.

Dans le cas des jeunes de quartiers populaires, on pourrait penser que l'institution propose et que les jeunes disposent. C'est ce qui se passe, le plus souvent, dans certains services jeunesse qui positionnent le public comme des consommateurs. En effet, si la volonté politique est dirigée vers une participation de la jeunesse, dans la réalité elle se situe plutôt dans un rapport assez classique entre les adultes et les jeunes, les premiers étant sensés posséder quelque chose qu'ils donnent, les seconds recevant ce don. Les jeunes ont donc une dette que l'institution encourage à rendre sous une forme de paix sociale. Les jeunes sont conscients de ces positionnements. Ils ont demandé, on leur a donné, maintenant ils doivent être satisfaits de ce qu'ils ont. Pourtant, ils arrivent à se positionner différemment dans leurs interactions avec l'institution. En s'inscrivant dans des activités municipales, les jeunes acceptent de prendre place dans la mise en scène orchestrée par l'institution. Ils vont jusqu'à participer à des festivals. En acceptant d'entrer dans la mise en scène municipale, ils sont à l'origine d'un échange et d'interactions qui vont leur permettre de prendre place. Ils vont acquérir certains apprentissages au travers de leurs participations.

Les jeunes, en acceptant de jouer le jeu de l'institution, s'installent à tous les postes qui permettent la transmission. Ils s'insèrent donc dans l'institution en développant encore leurs pratiques. Ils obtiennent alors assez facilement un accès aux équipements municipaux dès qu'ils souhaitent organiser un événement. Ils ont compris le principe du projet et savent comment le présenter et l'organiser pour finalement en venir à influencer la gestion du service jeunesse. Lors de l'observation des activités, on constate que, le plus souvent, les responsables sont des jeunes qui organisent l'accompagnement des jeunes à leur façon.

Finalement, la participation des jeunes est effective, mais pas à la manière que les adultes avaient pensée, puisqu'elle est organisée par les jeunes eux-mêmes. Leur maîtrise de pratiques et de savoirs qui restent étrangers aux adultes leur permet de saisir les fonctionnements de l'institution et d'influencer leur évolution.

Très tôt leur condition sociale et leur envie de s'inscrire dans une pratique juvénile les pousse à développer des qualités d'opportunisme. Ils finissent par pouvoir juger des possibilités offertes par les municipalités. Et même s'ils semblent enfermés dans des cadres institutionnels, ils arrivent à créer des espaces d'échanges.

Dans le cas des jeunes étudiants, ils bloquent l'université pour revendiquer le droit de ne pas être d'accord avec les décisions du gouvernement sur l'avenir de la formation supérieure.

Depuis ces dernières années, se succèdent un certain nombre de loi pour réformer l'université. Des mouvements de contestations accompagnent systématiquement ces réformes. Pour les

IRTS Aquitaine, conférence dans le cadre d'ACOFIS

jeunes étudiants, l'enjeu est de devenir visible dans l'espace public afin de pouvoir prendre la parole et espérer être entendu. La particularité de ce dernier mouvement durant l'hiver 2009 est le fait qu'il a commencé par un mouvement de grève des enseignants chercheurs se battant contre le changement de leur statut. Face à ce mouvement diversement suivi, le gouvernement refuse toute négociation, le mouvement de grève, pourtant national, passant pratiquement inaperçu dans les médias. Les seules allusions du gouvernement viennent remettre en cause la qualité du travail des enseignants chercheurs.

A Toulouse, des échanges s'installent entre étudiants et enseignants chercheurs. Le mouvement s'élargit alors aux personnels qui très vite sont contraint de ne pas poursuivre la grève, la présidence pesant pour qu'ils reprennent le travail.

Dés le mois de mars, les étudiants constatant que le mouvement de grève n'abouti pas à des négociations, ils décident de bloquer la fac. Dés ce moment, un jeu va se développer entre les étudiants et la présidence, bien au-delà du mouvement national.

Pourquoi les jeunes étudiants entrent-ils en conflit avec l'institution ? Plusieurs niveaux de conflits sont repérés dans le cas de l'université de Toulouse. D'un niveau national qui a cristallisé les revendications, nous sommes très vite passés à un conflit local.

L'université du Mirail est organisée de telle façon qu'elle est très facile à bloquée. Elle est faite de petits bâtiments reliés entre eux par des passages au bout desquels se trouvent des grilles. Le soir, elle est ainsi entièrement inaccessible.

La première revendication des étudiants est d'être visible et audible. La réponse de l'institution est l'ignorance. Durant les premiers jours de blocage, la vie universitaire a continué dans la maison de la recherche, lieu extérieur et jamais bloqué. Il est important de comprendre que la grève étudiante, contrairement aux grèves de salariés, n'interrompt pas la production. Les cours sont perturbés, empêchés puis souvent réorganisés hors de l'enceinte universitaire. La recherche continue.

Lors des différentes assemblées générales (AG) qui ont lieux régulièrement durant la semaine, les membres de la présidence ne sont pas présents. Il existe des AG d'étudiants, des AG de personnels, des AG d'enseignants chercheurs et des AG qui rassemblent l'ensemble des acteurs. L'absence de représentant de l'institution empêche les étudiants de devenir visibles et audibles. Finalement, le blocage ne suscite que peu d'intérêt à l'extérieur de l'université. Et même si une certaine auto organisation se produit, les étudiants restent invisibles pour l'institution. Ce refus de dialogue, de rencontre et d'échange entraîne un durcissement du mouvement.

Au bout de deux mois de blocage durant lequel les AG deviennent de plus en plus agités, l'institution n'étant pas présente pour faire la part entre réalité et fantasme, un nouveau groupe d'étudiant fait son entrée sur la scène du blocage : les anti bloqueur.

Commence alors un affrontement entre l'institution et les étudiants par anti bloqueur interposés. Les anti bloqueur deviennent finalement la voix de l'institution. Un bras de fer tendu se développe avec la nécessité pour l'institution d'arbitrer. Finalement, la fin de l'année voit le blocage levé au nom de la nécessité de passer les examens.

Dans cet exemple, l'institution refuse le dialogue directe avec les étudiants et se sert d'autre étudiant pour agir.

On se retrouve ainsi avec des institutions qui donnent, des jeunes qui sont mis en position de recevoir et donc d'être redevables. Dans certains cas, les jeunes, par leur positionnement et leur savoir-faire, peuvent provoquer des échanges qui n'étaient pas prévus par l'institution, l'entraînant hors de cadres trop rigides. Le problème de l'institution est alors de savoir

IRTS Aquitaine, conférence dans le cadre d'ACOFIS

recevoir les dons de sa jeunesse⁸. Dans d'autre cas, l'institution reste sourde et développe des stratégies pour arriver à ses fins. Chaque partie joue donc un jeu de mise en scène pensant être les maîtres d'œuvres et trouvant, dans certains cas, au travers d'échanges pas toujours prévus ou repérés, un positionnement suffisamment satisfaisant, ou restant sur l'échec d'un manque d'interactions, renvoyant les jeunes à de simples étudiants sans jamais leur laisser de place dans le jeu social. Ce genre de situation masque le conflit sans l'avoir résolu. Le refus de négociation de la part de l'institution la fragilise, appelant de futurs conflits plus violents.

Ces différentes formes de relations qui se construisent jour après jour, ne se détectent pas facilement. En effet, bien souvent les acteurs n'ont pas ou peu conscience de ce qui se passe et des conséquences de la façon dont ils s'inscrivent dans le conflit. Certains moments permettent de mettre en lumière ces relations, même si les acteurs peinent à se rendre compte qu'ils sont en train d'échanger, de négocier et de recomposer de nouveaux fonctionnements. Ces moments forts sont les périodes de conflit. Les jeunes, de façon générale, s'inscrivent facilement dans le conflit comme un mode de fonctionnement normal. Ils développent alors des stratégies marginales qui seront diversement perçues, entendues et utilisées

Le conflit, un mal nécessaire

Le plus souvent, le conflit est une période très mal vécu par les acteurs. Pourtant, au sein des institutions, les intérêts et les besoins sont contradictoires⁹, ce qui entraîne naturellement différentes sortes de conflits qu'ils soient d'intérêts ou de pouvoir. Le problème réside dans la prise en considération de l'existence du conflit. C'est là que la notion d'appartenance va prendre toute sa dimension.

La notion d'appartenance est très importante pour les jeunes qui sont, le plus souvent, dans une défection dont les termes varient en fonction des situations. Pourtant, on assiste régulièrement à une recomposition des identités et des appartenances qui vont se traduire de façon diverse. L'attachement au quartier est quelque chose de très présent dans les banlieues. On appartient à une cité et on vit dans un bâtiment précis. C'est là qu'on a grandi, même si l'état général des lieux est délabré. Une preuve de cet attachement est la détresse des habitants face aux restructurations urbaines. Cette notion d'appartenance n'est pas un phénomène nouveau. Au temps des Apaches¹⁰, les jeunes s'identifiaient, par le nom qu'ils donnaient à leur bande, à une rue, un quartier ou un lieu-dit.

Pour les étudiants, l'appartenance à une université va bien au-delà de ce qu'on y apprend. A Toulouse, le Mirail est une université dont l'histoire de sa construction rejaille sur les lieux. Dans les années 1960, quand Candilis, architecte, et son équipe ont en charge la création de ce nouveau quartier, il pense l'université comme un lieu de vie au milieu de la cité. Cette implantation excentrée du centre ville répond officiellement à un besoin d'espaces pour accueillir les étudiants en Sciences humaines, officieusement, cela permet d'éloigner les étudiants trop souvent en révolte et de les mettre, finalement, en marge de la ville. Avoir fait ses études au Mirail sous entend que les jeunes ont vécu des mouvements de grève et de blocage et se sont frottés aux débats politiques, même si tous n'y participent pas. Le Mirail est le symbole local de la contestation.

Dans les quartiers, les jeunes s'engagent dans une telle occupation de l'espace public que leur appartenance aux lieux se développe autant que leur inscription dans un groupe. A l'université du Mirail, on appartient à un groupe, les étudiants capables encore de se battre et de montrer

⁸ Marcel Mauss qualifie ces actes de contre-don qui est, dans les sociétés primitives, un défi puisque l'on rend plus que l'on a reçu alors même que parfois on ne possède rien

⁹ Jacky Beillerot, *L'institution, Textes français contemporains de base*, Nanterre, Publidix.

¹⁰ Dominique Kalifa, « Archéologie de l'Apachisme. Les représentations des Peaux-Rouges dans la France du XIXème siècle » dans *Le temps de l'Histoire* n°4, juin 2002.

IRTS Aquitaine, conférence dans le cadre d'ACOFIS

leur engagement politique au sens premier du terme. On occupe l'espace qui finalement apparaît comme adapter aux revendications et aux blocages.

La notion d'appartenance semble donc liée à un espace géographique dans lequel le jeune évolue au quotidien et où il développe des sociabilités juvéniles. Pourtant, comme David Lepoutre¹¹ l'a constaté avant moi, l'appartenance locale ne se résume pas à une présence familiale ou à une possession foncière.

Au-delà d'une reconnaissance territoriale, cette appartenance garantit une certaine sécurité à la personne. Être connu et reconnu est donc un atout qui témoigne d'une appartenance à une histoire et une mémoire, donnant à la fois des repères, mais aussi une certaine sécurité. De leur côté les étudiants ne sont que de passage. Pourtant, ils développent une appartenance par des formes de revendications particulières qui se transmettent entre les différentes générations d'étudiants. Là encore, cette reconnaissance permet d'appartenir à une mémoire et de contribuer à une histoire.

Dans la ville observée, les jeunes et les institutions locales sont dans l'obligation d'avoir des relations, les orientations politiques de la ville imposant cette coopération. Cette appartenance commune au fonctionnement de la politique de la ville les réunit dans une certaine coopération. L'interaction devient nécessaire même dans le cas d'un positionnement institutionnel de service face à un public de jeunes usagers, la relation existe, parfois conflictuelle. En fait, les conflits permettent une identification à l'appartenance d'un collectif. Ils sont la démonstration de l'existence de la démocratie. Des jeux de pouvoirs se mettent en place de façon perpétuelle, même si les groupes préfèrent, en général, un affrontement plus informel. C'est là que la différence se fait entre l'institution constituée de groupes d'adultes et les jeunes. Si les adultes préfèrent développer des stratégies cachées, les jeunes n'hésitent pas à se positionner frontalement dans le conflit. C'est ce qui effraie les adultes qui, du coup, cherchent un moyen de revenir à des échanges plus feutrés.

Dans le cas de l'université, jusqu'à cet hivers, les blocages ont toujours apportés des relations de négociation entre étudiants et institution, chacun pouvant sortir du mouvement de grève en ayant le sentiment d'avoir été entendu et d'être reconnu comme acteur social. Le changement radical de l'institution face aux jeunes a laissé les différents acteurs face à une situation où plus personne ne reconnaît vraiment la place de l'autre. Une certaine désaffection est perceptible et le fonctionnement de l'institution apparaît comme flottante. Les jeunes ne s'engagent plus pour participer au fonctionnement de l'institution, mais sont dans un positionnement de méfiance et de défiance. Cette atmosphère permet de penser qu'un prochain conflit pourrait être fatal à l'institution telle qu'elle est dirigée aujourd'hui.

De façon générale, lorsque l'adulte s'inscrit dans le conflit, il développe des actions qui lui permettent de garder un positionnement de dominant. Les jeunes de leur côté entrent en conflit pour négocier des changements et non pour prendre la place de l'adulte. Ils lui reconnaissent un pouvoir légitime¹² qui correspond à un positionnement institutionnel et hiérarchique. Le plus souvent cette acceptation est de l'ordre de l'inconscient. Les jeunes comprennent la fonction du pouvoir de l'adulte, même s'ils ne sont pas toujours d'accord. Pourtant, s'ils sont prêts à « prendre place » dans la structure pyramidale du pouvoir de la société, ils se heurtent souvent à la peur des adultes de perdre leur propre place. Les jeunes s'inscrivent donc dans le fonctionnement de la démocratie, quelquefois au-delà des adultes. Les conflits de face-à-face, s'ils ne font pas peur aux jeunes, déstabilisent, en général les adultes, car ils mettent en évidence la fragilité des équilibres des pouvoirs qui régissent les

¹¹ David Lepoutre, *Cœur de banlieue...*, 1997. Déjà cité.

¹² François Petit, Michel Dubois, *Introduction à la psychosociologie des organisations*, Paris, Dunod, 1998.

IRTS Aquitaine, conférence dans le cadre d'ACOFIS

relations et les fonctionnements. Pourtant, à aucun moment je n'ai observé, de la part des jeunes, l'envie d'éliminer les adultes.

L'institution tente de cacher les conflits qui éclatent avec les jeunes, considérant qu'ils sont la preuve de son échec ou de son incompetence. Pourtant, lorsqu'il y a conflit, on sait qu'il peut y avoir échange, réflexion et recherche d'une solution satisfaisante pour tous. Les jeunes sont conscients de ce cheminement. Si certains utilisent le conflit de façon opportuniste pour obtenir, sous la menace, des réponses à leurs envies, la plupart tentent ainsi de s'inscrire dans une véritable participation constructive, au travers d'une revendication qui n'a rien à voir avec le pouvoir des adultes, mais bien l'usage de la démocratie et de leur droit d'expression.

Les jeux de mise en scène et de conflits qui se développent entre les jeunes et les institutions sont donc sous-tendus par des relations de pouvoir et leur mise en équilibre. Au sein de l'institution, chacun a une place à tenir, impliquant l'exécution d'une tâche. Les plus faciles à repérer sont les personnes employées par l'institution. Elles ont un statut énoncé et une mission à mener à bien. Quelques fois, le statut et la mission sont mal définis, pourtant, l'institution rétribue ses employés. Ils ont donc une place « formelle » à laquelle viennent s'ajouter des comportements « informels » qui permettent aux acteurs de tenir une place.

De façon moins évidente, les jeunes aussi ont une place à tenir au sein de l'institution. Ils sont en lien avec elle et lui permettent de développer des missions. Sans les jeunes, l'institution existerait différemment ou n'aurait pas lieu d'être et sans l'institution, les jeunes seraient ailleurs. Qui alors a des pouvoirs, comment et dans quelles conditions les utilise-t-il ?

On peut dire que tout le monde, à un moment ou à un autre, détient un pouvoir qu'il utilise de façon plus ou moins consciente. Reste à savoir comment l'équilibre s'installe. Jacky Beillerot¹³ nous dit que la réunion est le commencement de la confrontation des pouvoirs. L'institution provoque quelques fois des rencontres avec les jeunes ce qui permet de maintenir du lien social et politique. Lorsque l'institution refuse la rencontre avec les jeunes, elle repousse la confrontation des pouvoirs, crée de la violence et entraîne des postures de défiances. Au-delà du conflit, ce genre d'attitude délivre un message de rejet aux jeunes qui ne sont plus autorisés à prendre place dans la société. Ce sont ces jeux de pouvoirs et cette recherche constante d'équilibre qui signale aux jeunes la place qu'ils peuvent prendre. Le rejet entraîne donc une crise profonde de la société, la démocratie ne s'exerçant plus pour les jeunes.

Si les jeunes font l'expérimentation des fonctionnements de l'institution, l'obligeant à repositionner sans cesse son pouvoir, l'institution fait aussi l'expérimentation de la jeunesse construisant un savoir dans l'interaction. On a là un processus de socialisation réciproque qui permet un positionnement des pouvoirs en perpétuelle évolution, construisant un équilibre au jour le jour. Cet équilibre des pouvoirs étant un critère fondamental de démocratie.

Prendre place

Se forment alors des échelles différentes de « prise de place » dans des configurations variables.

Dans le cas d'une institution « fermée », le jeune est repoussé loin de toute participation. Sa place se construit alors par une désaffection avec la recherche d'autres lieux pour accomplir sa socialisation ou une entrée en résistance. Celle-ci peut provoquer l'indifférence institutionnelle avec une désaffection du jeune ou une réaction violente qui entraîne des désordres urbains. Dans le cas où la résistance du jeune est prise en compte, l'institution s'ouvre à la négociation. Le jeune peut alors participer au fonctionnement de l'institution. Sa

¹³ Jacky Beillerot, *L'institution*, déjà cité.

IRTS Aquitaine, conférence dans le cadre d'ACOFIS

place de militant se transforme, avec le temps, en place d'acteur social. Dans le cas des désordres urbains, l'institution peut céder à la pression et permettre une certaine participation en donnant une place de militant puis d'acteur social. Elle peut aussi s'inscrire dans une ligne de résistance et entraîner des situations de répression, avec le développement d'une police des jeunes motivée par la seule dimension criminelle de la jeunesse. Il faut noter que la désaffection des jeunes peut avoir des conséquences dans leur construction personnelle et citoyenne et dans leur prise de position.

Dans le cas d'une institution « semi-ouverte », les jeunes ont accès à un certain nombre d'espaces pensés par l'adulte, dans le cadre d'orientations politiques basées sur la peur ou la méconnaissance de la jeunesse. Les jeunes peuvent alors « prendre place » en tant que consommateur en n'influençant que par leur participation ou non participation au fonctionnement de l'institution. Ils peuvent aussi décider d'influencer plus concrètement les fonctionnements en soumettant des transformations. L'institution peut alors se fermer entraînant des positionnements exposés juste avant, ou s'ouvrir un peu plus en donnant une place à la jeunesse, au travers d'une écoute et d'un accompagnement. On trouvera alors une institution ouverte, à l'écoute, désireuse de construire une place à sa jeunesse. Il faudra alors s'interroger sur la véracité de cette ouverture en observant les réactions de l'institution. On peut en effet trouver des fonctionnements que l'on décide d'ouvrir à la jeunesse, sans pour autant être correctement réfléchis. La conséquence est souvent le positionnement de repli de l'institution face à une véritable prise de position de la part de la jeunesse.

Pourtant, dans certains lieux, les acteurs de l'institution locale ont réfléchi à l'importance de la place de la jeunesse et, aidés d'experts, ils construisent avec les jeunes un véritable accompagnement vers un positionnement juvénile d'acteurs de la cité.

Ces échelles de positions et ces configurations de l'action des institutions en direction de la jeunesse, sont d'autant plus importantes que le plus souvent, les adultes ont du mal à percevoir leur existence et leur importance. Les fonctionnements institutionnels se font à partir de directives politiques plus ou moins précises, sans prendre le temps de consulter les jeunes, avec l'impératif d'afficher une institution attentive à la jeunesse, même si les notions de « prendre place » et d'« acteur social » restent des idées pour cheminer vers une citoyenneté qui est devenue, ces dernières années, à la mode.

Le positionnement de l'institution locale est donc important car il induit des conséquences sur la prise en considération de la jeunesse et sur la place qu'on lui laisse, ou ne lui laisse pas prendre. Ce cheminement socialisant va être à la base de la participation des jeunes, puis des adultes. Souvent, l'inscription des jeunes dans une pratique culturelle leur permet une participation citoyenne, là où l'institution n'avait pas prévu d'en organiser. Cette prise de positionnement juvénile, qui fait partie de sa socialisation, est souvent perçue comme une prise de pouvoir, alors qu'elle doit être lue comme une aide à la construction, en commun, de la société. Car si l'institution apporte des moyens et une certaine connaissance aux jeunes, ceux-ci donnent, lorsqu'ils en ont la possibilité, des savoirs et des savoir-faire qui bien souvent font défaut aux adultes.

On comprend toute l'importance de cette rencontre entre les jeunes et l'institution. Quelle que soit la forme qu'elle prend, quel que soit l'espace dans lequel elle a lieu, elle reste nécessaire pour que la jeunesse s'autorise à « prendre place ». Le conflit et les jeux de pouvoir restent des indicateurs d'une relation qui s'organise. La négociation permanente d'espaces par les jeunes est une façon de se construire et de se réaliser comme un véritable acteur social. Les adultes, même s'ils n'en ont pas toujours conscience, interagissent avec les jeunes qui se construisent en se socialisant et en socialisant, du même coup, l'institution. Le conflit s'il est accepté, devient alors le vecteur de la construction sociale d'une confiance entre les jeunes et l'institution locale, permettant à tous de prendre place.